



# LES FEMMES SONT LA FORCE MOTRICE DES MANIFESTATIONS EN IRAN

JANVIER 2018

**RAPPORT MENSUEL**  
**Commission des Femmes**  
du Conseil national de la Résistance iranienne



## Les femmes sont la force motrice des manifestations en Iran

L'Iran a été début janvier le théâtre de manifestations à l'échelle nationale recouvrant tous les secteurs de la société. Le soulèvement a révélé que le régime reposait sur des fondations instables et continuait d'avoir un impact négatif sur le climat politique, dans une société qui déborde de mécontentement. Les observateurs estiment que les conditions ne reviendront jamais à la situation pré insurrectionnelle.

La vague de protestations a débuté le 28 décembre à Machad, s'étendant rapidement à plus de 140 villes en quelques jours et continuant sans interruption pendant deux semaines. Les femmes ont joué un rôle remarquable dans ces manifestations et ont fait preuve d'un courage sans précédent. Non seulement elles étaient présentes sur toutes les scènes, mais elles ont joué un rôle de premier plan en motivant tout le monde.

Cet état de fait a été reconnu par un commandant des pasdaran, Rassoul Sanaï-Rad, directeur politique des gardiens de la révolution, qui a déclaré lors d'une réunion de la prière du vendredi à Téhéran : «80% des personnes arrêtées avaient moins de 30 ans et parmi elles, un certain nombre de femmes d'âge moyen. Dans les années 1980 également, les manifestations de rue de l'OMPI étaient menées principalement par des femmes. Aujourd'hui aussi, le noyau principal d'incitation qui est à l'origine des manifestations étaient composés de femmes. Par exemple, les émeutes à Ilam ont été lancées par quatre d'entre elles." (Le site officiel de Jahan News, 27 janvier 2018)

Le régime iranien a réagi à ces protestations massives par une répression massive et des arrestations.

### Pression sur les prisonnières politiques résistantes

Les prisonniers politiques incarcérés pour leur défense des droits humains, ont essayé de faire parvenir leur voix aux manifestants pendant le soulèvement pour exprimer leur solidarité. Parmi ces prisonnières résistantes politiques se trouvaient Atena Daemi et Golrokh Iraee qui ont envoyé des messages inspirants. Atena Daemi a écrit : « Si vouloir désirer la liberté et les droits fondamentaux est considéré comme un crime, je me tiens prête et me considère fièrement comme une criminelle ! » Elle a ajouté : « Cette répression et ces meurtres sont le prix de la liberté. Ce prix doit être payé et nous le paierons. »

Golrokh Iraee a également appelé les jeunes Iraniens à poursuivre leurs manifestations, à persévérer et à payer le prix de la liberté. Elle a écrit dans sa lettre ouverte : « Ce qui est important ces jours-ci, c'est une présence continue, prendre en toute conscience des mesures tout en supportant la terreur et les intimidations; le but ultime est réalisable si nous le voulons et si nous y croyons. »

Dans la foulée de ces messages, ces deux femmes courageuses ont été convoquées au parquet de la prison d'Evine, le 16 janvier 2018. Atena Daemi et Golrokh Iraee ont déclaré qu'elles ne comparaitraient pas devant le tribunal puisqu'elles n'avaient pas reçu de convocation écrite et n'étaient pas informées de la raison de ces convocations.

Quatre fois elles ont été convoquées, et les deux prisonnières courageuses ont refusé de céder aux interrogatoires illégaux. Finalement, le 24 janvier 2018, elles ont été emmenées pour être interrogées dans le quartier 2A des gardiens de la révolution à Evine sous couvert d'une nouvelle affaire fabriquée de toute pièce contre elles. Atena Daemi et Golrokh Iraee ont de nouveau résisté fermement et refusé de répondre aux questions posées par les interrogateurs. Les agents les ont



battues, enchaînées et transférées illégalement à la sinistre prison de Qarchak à Varamine. Qarchak est un centre de détention pour femmes ayant commis des délits de droit commun et dangereuses. Les conditions de vie y sont effroyables. Les prisonnières politiques y sont transférées en violation du principe de la classification et de la séparation des prisonniers, pour subir davantage de tortures physiques et mentales.

À la suite de ces mesures illégales, des manifestations ont pris forme en faveur des deux prisonnières résistantes.

La famille d'Atena Daemi a écrit une lettre à Asma Jahangir, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits humains en Iran, pour l'exhorter à agir. Parallèlement, les prisonniers politiques Arash Sadeghi (le mari de Golrokh) et Soheil Arabi ont entamé une grève de la faim en soutien à Golrokh et Atena et pour protester contre leur transfert brutal et illégal.

### Arrestations généralisées, torture et harcèlement des femmes protestataires

Le 20 janvier 2018, la police de la ville de Robat-Karim a renversé une femme dans la manifestation des épargnants spoliés par des établissements financiers soutenus par le pouvoir.

Le 15 janvier 2018, la police a pris en otage la mère d'un militant étudiant à Tabriz pour l'obliger à se livrer. Cet étudiant activiste est en Turquie et sa mère souffre de complications cardiaques.

Les forces répressives ont eu recours à des arrestations massives, dont des centaines de femmes lors du soulèvement national en Iran. Des dizaines d'étudiantes sont parmi les personnes arrêtées. Les arrestations de Touran Mehraban, Leila Hosseinzadeh, Faezeh Abdipour, Yasamine Mahboubi, Soha Mortezaï, Neguine Aramechi, Neda Ahmadi et de Sepideh Farhan ont été confirmées jusqu'à présent et rapportées par la commission des Femmes du CNRI.



Touran Mehraban, Faezeh Abdipour et Leila Hosseinzadeh ont été libérés après les protestations de leurs familles et amis.

Les médias officiels en Iran ont reconnu les arrestations d'au moins 21 femmes durant les neuf jours du soulèvement. Six femmes, selon la police de Robat Karim (province de Téhéran), dont trois ont joué un rôle déterminant dans les manifestations ont été arrêtées dans la ville de Parand. 14 femmes ont été arrêtées à Arak et une femme à Saveh. Cela a été annoncé par la presse et les médias officiels.

Les chiffres réels sont cependant beaucoup plus élevés. Les arrestations post-soulèvement se poursuivent. Au moins sept femmes à Saqqez et sept autres femmes kurdes dans les villes d'Oroumieh, Kermanschah et Ilam, ainsi que deux femmes à Machad ont été arrêtées dans les jours qui ont suivi les soulèvements. Les informations indiquent qu'un nombre indéterminé de prisonniers sont détenus ou interrogés dans des centres de détention tenus secrets ou dans les centres du ministère du Renseignements et du Corps des pasdaran.

Selon les sources du Conseil national de la Résistance iranienne, au moins 400 femmes ont été arrêtées au cours des récentes manifestations dans la ville d'Izeh, dans le sud-ouest du pays. Dans certains cas, tous les membres d'une famille ont été emprisonnés. La plupart des femmes arrêtées dans cette ville sont maintenues dans un camp de rééducation pour les toxicomanes, et elles passent leurs journées sans eau ni nourriture. D'autre part, à Téhéran, la famille d'une autre femme arrêtée, Sepideh Farhan (Farahabadi), réclame en vain sa remise en liberté. On leur a dit qu'elle ne sera pas libérée dans l'immédiat. Elle est privée du droit fondamental d'être assistée d'un avocat et d'avoir des visites familiales.

Des dizaines de manifestants arrêtés ont été tués sous la torture dans les prisons. Dans une vaste campagne internationale, Maryam Radjavi a exhorté tous les gouvernements démocratiques à faire pression sur la dictature religieuse pour la libération de tous les manifestants arrêtés, en particulier les femmes, soumises à la torture et qui encourent la peine de mort.

La commission des Femmes du Conseil national de la Résistance iranienne a également lancé des campagnes pour la libération des femmes, détenues politiques et celles arrêtées pendant le soulèvement. Dans cet effort, la commission des Femmes du CNRI a besoin du soutien de toutes les femmes du monde défenseuses de la liberté.

